

# **Le travail, la nature et l'exploitation**

**Jean-Marie Harribey**

*Le Sarkophage, septembre 2011*

Quelles sont les bases théoriques qui permettent d'intégrer dans une même problématique l'exploitation que subit le travail de la part du capital et celle à laquelle se livre ce dernier sur la nature ? La question est importante puisque nous avons affaire depuis bientôt quatre ans à une crise du capitalisme dont les racines plongent simultanément dans le type de rapports sociaux qu'il impose et dans un épuisement progressif des ressources naturelles : ainsi sont révélées les limites sociales et écologiques de l'accumulation qui se veut infinie.

## ***La crise en proportion de l'exploitation***

Le premier aspect concerne le processus d'appropriation d'une partie de la valeur économique créée par la force de travail en produisant des marchandises. La différence entre cette valeur qui est ajoutée aux instruments de production et le salaire constitue une plus-value qui viendra grossir le capital lorsque les marchandises seront vendues. Cette analyse de l'exploitation de la force de travail que Marx a énoncée au XIX<sup>e</sup> siècle est plus que jamais pertinente, et cela d'autant plus que le capitalisme néolibéral contemporain a accentué l'exploitation en réduisant la part salariale dans la valeur ajoutée au niveau de l'ensemble de l'économie : en France, cette part se situe 5 points de pourcentage en dessous de celle de 1973 et près de 10 points en dessous de celle de 1982. Cette réduction que l'on constate dans la plupart des pays est synonyme de l'augmentation du taux de plus-value, c'est-à-dire du rapport entre le travail non payé et le travail payé. La conséquence directe est une aggravation des inégalités : aux États-Unis, les 1 % les plus riches captent aujourd'hui 20 % du revenu national contre moins de 10 % pendant les années 1970.

En quoi cette exploitation accrue a-t-elle quelque chose à voir avec le déclenchement de la crise ? D'une part, si les salaires n'évoluent pas au même rythme que la productivité du travail, le risque de surproduction apparaît, que la spirale d'endettement ne peut pallier à long terme. Ainsi, le développement du crédit aux Américains pauvres a masqué cette contradiction mais pendant un temps seulement. D'autre part, l'accroissement gigantesque des dividendes et de toutes les rentes financières versés aux détenteurs du capital a favorisé le développement d'une sphère financière hautement spéculative. Les gourous de la finance allités aux thèses de l'efficience des marchés ont entretenu l'illusion selon laquelle le capital pouvait se valoriser uniquement par la magie des prophéties auto-réalisatrices en Bourse et sur tous les marchés de produits dérivés. Le fétichisme de l'argent était à son comble dans les phases de gonflement des bulles. Mais les krachs successifs provoquent un retour à la réalité : la valorisation boursière ne représente que du capital fictif car tous les possesseurs de titres financiers ne peuvent pas liquider leurs actifs en même temps. Autrement dit, sur un plan global, le capital ne peut pas se dispenser du travail pour se valoriser. Dès lors, la crise provient fondamentalement du fait que la finance, ne pouvant planer hors sol indéfiniment, a été rattrapée par la loi dite de la valeur qui situe l'origine de celle-ci dans le travail exclusivement. Plus même, la crise est une crise de la valeur en tant que processus visant à tout transformer en marchandises : travail, terre, ressources, connaissances...

Le processus de marchandisation inhérent à l'accumulation du capital ainsi que celui d'expropriation des biens communs permettent de faire le lien entre l'exploitation du travail et celle qui pèse sur la nature. Sans prélèvement toujours croissant sur les ressources naturelles, l'exploitation de la force de travail ne pourrait continuer de valoriser le capital.

Réciproquement, si la force de travail n'était pas exploitée, il serait impossible de puiser sur les ressources. Se dessine donc un double enjeu pour le capital : le premier est de rechercher une productivité du travail toujours plus grande, afin de diminuer les coûts unitaires et aussi de compenser les concessions auxquelles il doit consentir en termes de salaire ou de baisse du temps de travail ; deuxièmement, il lui faut accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources (mesurée par la baisse de l'intensité de la production en ressources, par exemple énergétiques). Cependant, les contradictions ne sont pas éliminées, au mieux elles sont repoussées car l'exigence capitaliste de pousser l'accumulation toujours plus loin fait croître la production plus que ne diminue l'intensité en ressources (effet rebond) et elle empêche que les gains de productivité puissent être utilisés surtout pour réduire le temps de travail au lieu de produire toujours davantage de marchandises.

L'impossibilité de séparer l'exploitation du travail et celle de la nature justifie donc qu'une stratégie de transformation de la société soit à la fois anticapitaliste et antiproductiviste. L'analyse précédente est d'ailleurs partagée de plus en plus largement au sein des courants de pensée politique qui envisagent sérieusement une rupture sociale et écologique avec le système dominant. Un point obscur subsiste cependant. La théorie fondant la valeur économique sur le travail et sur lui seul va-t-elle à l'encontre d'une optique écologiste et d'un respect de la nature ? La gravité de la crise écologique est telle que même les institutions du système sont en alerte. Les économistes libéraux qui s'occupent d'environnement partout dans le monde, l'OCDE, le Britannique Tim Jackson, en France la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi ou le Conseil économique, social et environnemental<sup>1</sup>, tous ne jurent que par la mesure de la « valeur économique de la nature » ou par la « valeur économique des services rendus par la nature ». Et la pression est telle que nombre de théoriciens écologistes se laissent gagner par ce qui apparaît à première vue comme une réaction de bon sens : jusqu'ici on a malmené la nature, on l'a considérée comme sans valeur parce qu'elle semblait abondante, mesurons donc la à l'aune des critères monétaires.

### ***La richesse n'est pas proportionnelle à l'exploitation***

Quitte à provoquer ou à surprendre, il faut dire que tout cela prépare un ralliement à l'idéologie dominante. Mais pour le montrer, il faut passer par quelques étapes afin de dénicher derrière les bons sentiments l'influence de la théorie libérale néoclassique qui se moque comme d'une guigne de la brutalité des rapports sociaux et des ravages écologiques puisque le marché concurrentiel doit rétablir spontanément l'équilibre optimal.

Première étape : la valeur d'échange des marchandises (on dira pour aller vite ici valeur économique ou tout simplement valeur) n'est pas mesurée par leur utilité (leur valeur d'usage). Cette dernière est nécessaire pour que la marchandise soit produite mais ce sont les conditions sociales et techniques de cette production (donc *in fine* le travail) qui déterminent la valeur, laquelle sera modulée par la concurrence des capitaux et les fluctuations du marché pour donner les prix monétaires. Plus la productivité du travail augmente, plus la valeur d'une marchandise diminue et plus on peut produire de richesses. On discerne ainsi une distinction

---

<sup>1</sup> OCDE (R. Costanza, M. Hart, S. Posner, J. Talberth), *Beyond GDP : The Need for New Measures of Progress*, The Pardee papers, n° 4, January 2009, <http://www.oecd.org/dataoecd/29/6/42613423.pdf> ; T. Jackson, *Prosperité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009 ? Bruxelles, De Boeck, 2010 ; Commission européenne, *Le PIB et au-delà, Mesurer le progrès dans un monde en mutation*, 2009, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0433:FIN:FR:PDF> ; Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social, *Richesse des nations et bien-être des individus*, tome 1, *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, tome 2, Paris, Odile Jacob, 2009 ; CESE, « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », 2009, <http://www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/pravi/PA090127.pdf>. Pour une critique, voir J.M. Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1<sup>er</sup> semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

entre richesse et valeur. La poursuite de gains de productivité n'est admissible qu'à condition de ne pas intensifier le travail ni l'utilisation de ressources épuisables et que le produit soit vraiment utile. Aussi, la réduction du temps de travail permet de conserver un haut niveau de productivité horaire tout en acceptant, si besoin, de diminuer la productivité par tête.

Deuxième étape : tous les moyens de production utilisés ont leur propre valeur transmise dans la valeur finale des marchandises ; mais ces moyens ne créent en eux-mêmes aucune valeur nouvelle, pas de valeur ajoutée, celle-ci provenant de la force de travail directe (vivante, disait Marx). Il en est ainsi également des ressources naturelles utilisées, dont la valeur économique résulte de leur processus de production, incluant éventuellement les rentes liées à leur appropriation privée. Il s'ensuit trois conséquences :

a) Les ressources naturelles n'ont pas, contrairement à ce que l'on entend souvent, de valeur économique « intrinsèque », la preuve en est qu'une ressource qui gît au fond des océans ou à trois mille pieds sous terre n'a aucune valeur si on ne va pas la chercher ; dans des cas de dégradation d'un milieu naturel, certains proposent de mesurer sa valeur par le coût de sa restauration, mais ce ne mesurera que les efforts humains pour y parvenir, en aucun cas sa valeur prétendument intrinsèque. Là se trouve le paradoxe qui étonne toujours : les ressources sont une richesse sans valeur économique préalable à leur exploitation. Et lorsqu'une ressource s'épuise progressivement, son coût d'extraction et d'exploitation s'accroît inexorablement et donc sa valeur suit.

b) Les ressources naturelles ne créent aucune valeur, ce qui ne signifie pas qu'elles ne soient pas utiles à la production de valeur, et on peut même dire que, sans elles, la base matérielle de l'exploitation de la force de travail n'existant pas, la valeur que pourrait produire cette dernière serait nulle ; sans air, je ne peux pas respirer et travailler, je ne crée donc pas de valeur mais ce n'est pas la preuve que l'air crée la valeur ou crée de la valeur.

c) Ce qui est nommé dans la littérature économique la plus répandue « valeur des services économiques rendus par la nature » est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés.

Troisième étape : la mesure des stocks de ressources naturelles et des flux consommés doit se faire en quantités physiques dans des comptabilités séparées de la comptabilité monétaire. L'amalgame avec cette dernière dans certains rapports officiels renvoie au choix de tout ramener à du capital : l'addition du capital naturel, mais aussi humain et social, au capital économique prépare ainsi la substitution de l'un à l'autre, conformément à la conception faible du développement soutenable : on épuise les ressources, mais pas d'inquiétude, nous dit-on, le progrès technique permettra toujours de les remplacer.

Quatrième étape : la reconnaissance d'une « valeur » de la nature doit s'entendre dans un autre sens que celui de l'économie. Nous sommes dans un autre registre, incommensurable au registre économique, comme l'avaient fort bien compris Aristote, Smith, Ricardo et Marx : celui de la valeur d'usage évoquée ci-dessus lors de la première étape, irréductible à une quelconque valeur d'échange, un registre qui dépasse même celui de la simple utilité instrumentale puisqu'on peut y inclure les « valeurs » au sens philosophique, éthique et politique.

Cinquième étape : il faut pouvoir penser ensemble l'accès gratuit de tous aux ressources naturelles renouvelables et abondantes, leur non-gaspillage (leur non-exploitation sans bornes), la sanction éventuellement monétaire des abus et le paiement d'un prix pour les ressources non renouvelables. Cela peut-il résulter d'une évaluation économique par le marché ? Oui, a répondu le Protocole de Kyoto au sujet de la tonne de carbone envoyée dans l'atmosphère. Avec les résultats que l'on sait : les objectifs de réduction des gaz à effet de serre ne sont pas atteints et des mécanismes spéculatifs sont désormais en place sur ce marché. Un tel prix ne peut donc être que politique à la hauteur des objectifs décidés collectivement.

Sixième étape : la richesse se situe au-delà de la valeur<sup>2</sup>. D'une part, certaines productions qui ont une valeur ne représentent pas une vraie richesse si elles sont plus destructrices que satisfaisantes. D'autre part, certaines richesses éminemment précieuses n'ont pas de valeur monétaire, ou si elles ont une valeur monétaire ne sont pas marchandes (par exemple l'école publique).

Septième étape : si l'ampleur de la crise est proportionnelle au renforcement de l'exploitation du travail et de la nature, la richesse d'une société n'est pas proportionnelle à l'exploitation.

Si le lecteur a eu la patience d'aller au bout de ce petit article aride sur l'exploitation que *Le Sarkophage* estimait à juste titre nécessaire dans le paysage politique et culturel d'un niveau à peu près équivalent à celui du programme sarkozyen sur les retraites et sur le Grenelle de l'environnement, on peut envisager pour conclure une bifurcation rompant avec l'extension infinie de la marchandise dont les conditions sont toujours d'exploiter davantage simultanément le travail et la nature, père et mère de la richesse comme disaient William Petty et Marx. Cette bifurcation serait celle qui ferait reculer toute forme d'exploitation en alliant élargissement de la sphère non marchande gratuite car son paiement serait socialisé (école, santé, transports collectifs, eau pour un bon usage...), réduction du temps de travail jusqu'à disparition du chômage, plafonnement des revenus et fiscalité très progressive, investissements de reconversion écologique. Difficile ? Surtout dans une Union européenne cadennassée ? Avec une dette publique explosive ? Eh bien, agissons pour répudier cette dernière car elle est illégitime, et par la même occasion on fera la nique à la Banque centrale européenne et aux marchés financiers car, en plus, il faut récupérer l'usage collectif de la monnaie. À suivre donc...

---

<sup>2</sup> J.M. Harribey, « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, n° 26, 2<sup>e</sup> semestre 2005, p. 349-365, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/richeesse-valeur.pdf>.